

Service prévention des risques
Industries agro-alimentaires
9, rue du sabot
22440 Ploufragan
ddpp-envi@cotes-darmor.gouv.fr

Ploufragan, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOVAPAAC

Zone Industrielle de la Gare d'Uzel
22460 SAINT-HERVE

Code AIOT : 0005503333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement SOVAPAAC implanté Zone Industrielle de la Gare d'Uzel à SAINT-HERVE (22460). L'inspection a été annoncée le 23/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées soumises à autorisation.

Cette inspection a pour but prioritairement de vérifier la mise en conformité des anomalies relevées lors de l'inspection du 1er mars 2022 de l'installation de réfrigération à l'ammoniac.

Cette inspection a été effectuée de façon concomitante avec le contrôle des équipements sous-pression réalisé par Monsieur Pascal AZEMA de la DREAL Bretagne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOVAPAAC
- Zone Industrielle de la Gare d'Uzel 22460 Saint-Hervé
- Code AIOT : 0005503333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement transforme des matières premières d'origine animale pour des fabricants d'aliments pour animaux de compagnie.

Deux salles des machines (SDM 1 et SDM2) assurent la production de froid sur le site, avec une charge globale d'ammoniac de 6 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7: installations de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Ammoniac Détection alarme	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Ammoniac tuyauteries	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
5	Ammoniac Rétention	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Ammoniac Contrôles électriques	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 46	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Ammoniac Evacuation des fumées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Ammoniac Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Ammoniac Ventilation mécanique	Norme du 01/10/2020, article 5.13.5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Acide sulfurique Rétention	Arrêté Préfectoral du 13/07/2010, article 7.5.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ammoniac Visite annuelle	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Susceptible de suites	Sans objet
4	Ammoniac Purge	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 43	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée en 2022 avait mis en avant un certain nombre de non-conformités dans l'installation de réfrigération à l'ammoniac.

Les rapports d'audit de 2023 et 2024 effectués par Atlantic Refrigeration Consulting confirment les anomalies observées en 2022.

Cette inspection de 2025 a permis de constater que l'exploitant a mis en place un plan d'action de mise en conformité des salles des machines fonctionnant à l'ammoniac.

Toutefois d'autres points de non-conformité devront être levés, notamment:

- la rétention des bouteilles d'ammoniac;
- la mise en place d'alarmes sonores;
- l'étanchéité de l'ancienne salle des machines;
- le système de désenfumage manuel.

Les autres anomalies listées dans le plan d'action devront être également régularisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ammoniac Visite annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Visite annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Les visites annuelles sont réalisées. L'exploitant a fourni deux rapports de visites annuelles des salles des machines effectuées en 2023 et 2024 par Atlantic Réfrigération Consulting. Le rapport de la dernière visite de 2024 a mis en évidence un certains nombres de non-conformités qui étaient déjà signalées en 2023 et qui n'ont pas fait l'objet d'actions correctives jusqu'à présent, à savoir: <ul style="list-style-type: none">- Vérifier les caractéristiques des panneaux et toitures (tenue au feu);- Boucher les trous dans la SDM1;- Installer des grilles à ventelles sur les entrées d'air;- Action en cours pour la détermination des débits et emplacement des extracteurs (EDD en cours);- Faire une campagne de nettoyage des installations concernées;- Réaliser le registre des entrées et sorties (NH3);- Installer des étiquettes de sens de fluides sur les tuyauteries dans l'usine et des repères sur les vannes des stations de vannes;- Réaliser l'attestation de capacité;- Mettre à jour le plan de réseau d'eau avec les points d'évacuations des eaux de condensats (cuvettes des stations, cuvettes évaporateurs, condenseur);- Réaliser la justification de rétention;- Réaliser la procédure de retraitement d'eaux ammoniaquées;

<ul style="list-style-type: none"> - Document du SDIS à mettre à jour; - Plan d'implantation de la détection ammoniac; - Compte-rendu des essais de détection ammoniac; - Prévoir la vérification que tous les coffrets électriques présent dans la SDM1 coupe bien au 2ème seuil; - Revoir la position du compresseur d'air (analyse de risques); - Apporter les modifications sur le coffret du chauffe-eau pour le couper en cas de fuite d'ammoniac dans ce local; - Installer des équipements permettant d'avoir un signal audible en cas de 2ème seuil; - Installer la commande manuelle de désenfumage à extérieur; - Installer un bloc secours en sortie du local électrique.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant a mis en place un plan d'actions correctives dans lequel certains points de mise en conformité ont été réalisés.</p> <p>Certaines mises en conformité ont été constatées de visu sur le site et sont notifiées dans les points de contrôle listés dans le présent rapport d'inspection.</p> <p>Les autres points feront l'objet de demande de justificatifs auprès de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Ammoniac Détection alarme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alarme sonore et visuelle</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]</p> <p>Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau de détection incendie entraîne une alarme lumineuse uniquement mais pas d'alarme sonore comme le prévoit la réglementation.</p> <p>Présence de manches à air. Selon le plan d'action de l'exploitant, un système d'éclairage a été installé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le réseau de détection incendie de l'installation ammoniac devra être munie d'un système d'alarmes sonores audibles en tout point du site.</p> <p>L'exploitant devra justifier de la mise en place de ce système d'alarme (factures, photos...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Ammoniac tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et signalisation des tuyauteries
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.</p>
Constats : <p>La salle des machines n°2 est ancienne et n'est pas entièrement étanche. Les murs et plafonds présentent des trous au niveau des scellements de tuyauterie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Toutes les tuyauteries et conduites traversant les murs, plafond et planchers doivent être scellées lorsqu'elles traversent les murs, plafonds ou planchers. Le joint d'étanchéité doit avoir une résistance au feu au moins équivalente à celle des murs, plafonds et planchers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Ammoniac Purge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes de purge
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les points de purge (huile, etc.) doivent être du diamètre minimal nécessaire aux besoins d'exploitation.</p> <p>En aucun cas, les opérations de purge ne doivent conduire à une pollution du sol ou du milieu naturel. Les points de purge doivent être munis de deux vannes, dont une à contrepoids ou équivalent, et doivent disposer d'un point de captage permettant de renvoyer le liquide ou le gaz vers un dispositif de neutralisation.</p>
Constats : <p>Les points de purge d'huile et les points de purge d'air ont été jugés conformes dans le rapport de visite annuelle de 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ammoniac Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention SDM
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir;- 50% de la capacité globale des réservoirs associés. [...]
Constats : <p>- <u>SDM1 (neuve)</u> : Comme demandée lors de l'inspection de 2022, une rétention de 9600 m³ en parpaings a bien été construite sous la bouteille Basse-Pression ammoniac d'une capacité de 6000 m³ (le plus grand contenant). Toutefois la rétention ne couvre pas l'intégralité de la longueur de la bouteille de telle sorte qu'en cas de fuite d'ammoniac sur le côté de la bouteille, le contenu débordera dans le couloir de la salle des machines.</p> <p>- <u>SDM2</u> : L'exploitant annonce que la salle des machines est en mesure d'assurer la rétention de l'ensemble de l'ammoniac en cas de fuite par le relèvement des seuils de portes. Il a été constaté qu'une des portes donnant sur l'extérieur était en mauvais état (corrosion et barre anti-panique dont le fonctionnement est erratique).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>- <u>SDM1</u> : L'intégralité du contenu de la bouteille basse pression devra être mise sous rétention. L'exploitant annonce la possibilité de dévier l'écoulement de la partie de la bouteille qui n'est pas sous la rétention vers la rétention.</p> <p>- <u>SDM2</u> : L'exploitant doit être en mesure de justifier que la salle des machines est en capacité de confiner la totalité de l'ammoniac en cas de fuite. La porte d'accès qui est corrodée et sa barre anti-panique dysfonctionnelle doivent être remplacées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Ammoniac Contrôles électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport des contrôles électriques
Prescription contrôlée : <p>[...] Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées après leur installation ou modification. Un contrôle doit être effectué par un organisme agréé tous les trois ans au moins. Cet organisme doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>

<p>Constats : L'exploitant a transmis les rapports des contrôles électriques de 2023 et 2024 effectués par la SOCOTEC. Il apparaît dans la liste récapitulative de 2024 des observations relatives aux non-conformités que 21 observations avaient déjà été signalées dans le contrôle de 2023. Ces non-conformités sont réparties sur 3 niveaux de priorité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Priorité n° 1: 1 anomalie - Priorité n° 2 : 6 anomalies - Priorité n° 3 : 14 anomalies <p>Toutefois le rapport Q18 du 21 octobre 2024 conclue que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques incendie et/ou d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Bien que les non-conformités déjà signalées en 2023 ne sont pas censées entraîner de risques incendie et/ou d'explosion, elles devront être toutefois corrigées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Ammoniac Évacuation des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système manuel d'évacuation des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.</p>
<p>Constats : Les salles des machines sont équipées d'un dispositif de désenfumage à commande automatique uniquement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les salles de machines devront être équipées en partie haute de dispositifs à commande manuelle placés à l'extérieur du risque à proximité des accès et facilement accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Ammoniac Propreté des locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.</p>

Constats : Il a été observé la présence de matières combustibles dans la SDM2 (cartons, palettes, bacs plastique) et des matériels désaffectés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La salle des machines N°2 devra être débarrassée des objets inutiles et de matières combustibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Ammoniac Ventilation mécanique

Référence réglementaire : Norme du 01/10/2020, article 5.13.5
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation mécanique
Prescription contrôlée : Les ouvertures du système de ventilation mécanique doivent être placées et avoir des dimensions permettant d'obtenir un débit d'air suffisant, compte tenu des caractéristiques du fluide frigorigène, du choix d'admission ou de refoulement et des performances du ventilateur. Les ouvertures d'admission et de refoulement doivent être disposées de manière à évacuer le fluide frigorigène dans toutes les conditions de fuite du fluide.
Constats : La salle des machines est équipée d'une entrée d'air à ventilation statique placée en hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'est engagé à placer en partie basse de la salle des machines une ventilation à fermeture mécanique. Il a été en mesure de monter qu'il disposait déjà d'une grille à ventelles mécaniques stockée dans le local maintenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Acide sulfurique - Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2010, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
Constats : Il a été constaté la présence d'un IBC 1000 litres d'acide sulfurique dans le local technique de la station de pré-traitement des eaux usées. Ce container était placé sur une rétention qui était en partie rempli d'acide sulfurique. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer la présence de ce container dans le local ni la procédure de transvasement de l'acide vers la station. NB: Dans le local se trouvait un équipement sous pression (compresseur) non conforme et susceptible de provoquer un impact sur le container d'acide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra:

- apporter des explications quant à la présence du container d'acide sulfurique dans ce local;
- présenter la procédure de dépotage de l'acide et la mise à disposition des équipements de protection lors de la manipulation de l'acide;
- vider le bac de rétention en respectant les règles de sécurité pour la manipulation de produits dangereux.
- remettre en état ou remplacer le compresseur

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois